

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4837>



Comment Israël fait de l'argent avec le blocus de Gaza

- BDS - Analyses -



Date de mise en ligne : dimanche 10 avril 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Ryan Rodrick Beiler - The Electronic Intifada - 29 mars 2016

Les Palestiniens dont les moyens de subsistance sont, par force, empêtrés dans le système économique d'Israël sont souvent utilisés comme boucliers humains contre le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

L'accusation fréquente portée par les critiques du BDS est que les boycotts des entreprises israéliennes, surtout celles des colonies, nuiront à ces mêmes Palestiniens que les militants du BDS disent soutenir.

Parfois, les défenseurs des colonies vont jusqu'à déployer des porte-parole palestiniens pour qu'ils parlent favorablement des salaires plus élevés qu'ils perçoivent en travaillant pour des entreprises des colonies.



Un agriculteur palestinien récolte ses fraises dans son champ à Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza, le 10 décembre 2015. (Mohammed Asad APA Images)

Un nouveau rapport publié par Corporate Watch (<https://corporatewatch.org/>), un groupe basé au Royaume-Uni, donne la parole aux agriculteurs et travailleurs agricoles palestiniens pour débattre et chercher comment le mouvement BDS peut mieux résister à l'exploitation israélienne de leur terre et de leur travail.

Le rapport de Corporate Watch, intitulé « L'Apartheid dans les champs : de la Palestine occupée aux supermarchés britanniques » (<https://corporatewatch.org/news/2016/mar/18/apartheid-fields-occupied-palestine-uk-supermarkets>),

Comment Israël fait de l'argent avec le blocus de Gaza

se concentre sur deux des secteurs les plus vulnérables de la société palestinienne : les habitants de la bande de Gaza et ceux de la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée.

L'agriculture en état de siège

Quiconque entre dans Gaza par le check-point d'Erez, sur la frontière nord avec ce qui est actuellement Israël, doit passer par un long couloir clôturé qui traverse ce que l'on appelle une « zone tampon », imposée par l'armée israélienne.

Ce secteur mal défini varie en largeur de 300 à 500 mètres tout au long du périmètre intérieur de Gaza.

Depuis 2008, indique le rapport, plus de 50 Palestiniens ont été tués dans cette zone. Cette année, quatre civils palestiniens ont été tués et plus de 60 blessés à ce jour.

Selon l'OCHA, (Bureau de la coordination des affaires humanitaires), un groupe de surveillance des Nations-Unies, cette zone frontalière représente aussi 17 % de la superficie totale de la bande de Gaza, ce qui fait que le tiers de ses terres agricoles sont dangereuses à cultiver. Les zones qui contenaient autrefois des oliviers et des agrumes ont été rasées aux bulldozers par les forces israéliennes.

Corporate Watch affirme que même si les Palestiniens se font systématiquement tirés dessus à plus de 300 mètres, il y a danger, et les agriculteurs dont les terres s'étendent près de la frontière n'ont pas d'autre choix, malgré ce danger, que de les cultiver.

La guerre économique

En plus de la violence meurtrière qu'ils infligent systématiquement à Gaza, les autorités israéliennes livrent à ce qu'elles appellent « la guerre économique » - un boycott de fait de la quasi-totalité de l'agriculture venant de Gaza.

Pratiquement, aucun produit de l'enclave n'est autorisé à pénétrer sur les marchés israéliens ou ceux de Cisjordanie, qui sont traditionnellement les plus gros clients de Gaza.

Depuis le moment où, en 2007, Israël a imposé son blocus sur Gaza, jusqu'à novembre 2014, une moyenne chaque mois de 13,5 camions a quitté Gaza avec des marchandises vers l'exportation - soit un pour cent seulement de la moyenne mensuelle des marchandises embarquées juste avant le blocus.

Par contre, déjà, cette année, ce sont plus de 22 camions qui sont entrés dans Gaza, beaucoup transportant des produits israéliens considérés comme impropres à l'export international.

Le dumping sur le marché captif de Gaza affaiblit encore davantage les agriculteurs locaux.

L'infime quantité d'exports depuis Gaza qu'Israël autorise s'en va principalement sur les marchés européens, mais cela n'est permis qu'en passant par des entreprises israéliennes d'exportation qui profitent de la situation en se prenant des commissions et en vendant les produits de Gaza à des prix beaucoup plus élevés que ceux qu'elles ont payés aux producteurs.

Comment Israël fait de l'argent avec le blocus de Gaza

« Les Israéliens exportent des produits palestiniens et il les exportent avec une étiquette israélienne », a dit Taghrid Jooma, du Comité du syndicat des femmes palestiniennes à Corporate Watch. « Par exemple, ils exportent des roses de Gaza qu'ils ont achetées pour presque rien et il les revendent à un prix très élevé ».

Muhammad Zwaïd, de l'entreprise Crops Palestine, l'unique entreprise d'exportation de Gaza, a déclaré à Corporate Watch qu'une partie du problème est que la Palestine est privée de son propre code-barres, de sorte que tout produit exporté via Israël va porter un nom israélien.

« Nous avons nos propres autocollants » dit Zwaïd, « mais Arava (une entreprise israélienne d'exportation) a demandé qu'ils soient plus petits et souvent, ceux d'Arava sont collés par-dessus les nôtres. Notre produit est emmené à l'intérieur d'Israël par l'entreprise israélienne, puis conduit à un centre d'emballage où il est reconditionné ».

Soutenir le BDS

Corporate Watch rapporte que, même si parmi les nombreux agriculteurs qu'ils ont interrogés, beaucoup soutiennent le BDS, ils veulent aussi la possibilité d'exporter leurs produits et gagner leur vie.

Cela les place devant un dilemme car un boycott des entreprises israéliennes d'exportation comme Arava va intégrer aussi les produits palestiniens.

Cependant, même ainsi, les agriculteurs interrogés maintiennent leur soutien au BDS, comme une stratégie à long terme qui l'emporte sur les bénéfices limités avec le niveau actuel de leurs exportations.

« Ce dont nous avons besoin, c'est de personnes qui sont à nos côtés contre l'occupation », dit l'un des agriculteurs d'Al-Zaytoun. « En soutenant le BDS, vous soutenez les agriculteurs, à la fois directement et indirectement, et c'est une bonne chose pour les gens d'ici, à Gaza. »

« Les agriculteurs, dans toute la bande de Gaza, tiennent à obtenir le droit d'étiqueter leurs produits en tant que produits palestiniens, l'idéal serait qu'ils aient le code de leur propre pays, même s'il faut les exporter en passant par Israël », indique le rapport. « Les étiquettes avec leur véritable pays d'origine pour les marchandises de Gaza, c'est une chose pour laquelle le mouvement de solidarité pourrait faire pression ».

Mohsen Abu Ramadan, du Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes (PNGO), a suggéré une stratégie auprès de Corporate Watch, qui serait de contacter les syndicats agricoles, dans le monde entier, afin de les exhorter à soutenir le BDS en solidarité avec les agriculteurs palestiniens.

Raser aux bulldozers la vallée du Jourdain

Si le siège et les assauts meurtriers d'Israël ont à juste titre attiré l'attention internationale sur Gaza, les actions d'Israël dans la vallée du Jourdain soulèvent beaucoup moins d'indignation.

Pourtant, et bien avant que le gouvernement d'extrême droite du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu n'exprime clairement son opposition à un État palestinien viable, il avait promis de ne jamais abandonner le contrôle sur cette riche région agricole dans aucune configuration à deux États.

Comment Israël fait de l'argent avec le blocus de Gaza

Les autorités de l'occupation opposent pratiquement un refus à toutes les demandes palestiniennes pour construire ou améliorer une infrastructure dans la région. Les habitants sont confrontés à de graves restrictions s'agissant de l'accès à l'électricité et à l'eau, comme aux autres infrastructures de base.

Les démolitions des maisons palestiniennes se sont multipliées ces derniers mois et en février, Israël a effectué la plus grande démolition de la décennie.

Des violations courantes

Dans la vallée du Jourdain, l'agriculture coloniale compte souvent sur le travail palestinien - notamment sur celui des enfants - pour exécuter les travaux dangereux, et cela pour une partie seulement du salaire qu'elle aurait payé à des citoyens israéliens.

Bien qu'ayant droit au salaire minimum israélien, comme l'a jugé la Haute Cour israélienne, systématiquement de nombreux salariés n'en perçoivent que la moitié.

Les Palestiniens Zaid et Rashid sont employés dans Beqa'ot, une colonie qui s'est installée sur une terre saisie à des Palestiniens. Ils reçoivent un salaire de 20 dollars par jour (17,6 Euros), dont environ le quart est dépensé pour leur transport quotidien.

Ils n'ont pas de congés payés, bien que le gouvernement israélien recommande à leurs employeurs de leur accorder quatorze jours de congés et de leur fournir un contrat écrit et des fiches de paye.

Même s'ils sont adhérents d'un syndicat palestinien, leurs employeurs-colons ne leur reconnaissent aucun droit à la négociation collective.

Les salariés sont en outre fréquemment contraints à signer des documents rédigés en hébreu - qu'ils ne peuvent pas lire - où il est déclaré qu'ils sont traités selon la loi. Les salariés craignent de se faire licencier s'ils refusent de signer.

Alors que les Palestiniens qui travaillent dans les colonies sont tenus d'obtenir un permis de travail auprès des autorités militaires d'occupation, plusieurs de ceux qui ont été interrogés pour le rapport de Corporate Watch ne possédaient pas de tels permis, ce qui amène à soupçonner leurs employeurs de tenter de contourner là aussi la législation du travail israélienne en employant des salariés sans papiers.

Zaid comme Rashid ont déclaré à Corporate Watch qu'ils soutiennent l'appel au boycott des entreprises agricoles israéliennes.

« Nous soutenons le boycott même si nous avons à perdre notre travail » dit Zait. « Nous pourrions perdre nos emplois, mais nous récupérerons notre terre. Nous pourrions alors travailler sans être traités comme des esclaves ».

Les jeux d'étiquettes

Corporate Watch dresse le profil des cinq grandes entreprises israéliennes d'exportation : Arava, Mehadrin, Hadiklaim, Edom et, aujourd'hui défunte, Carmel Agrexco.

Comment Israël fait de l'argent avec le blocus de Gaza

Une pratique courante de ces entreprises consiste à étiqueter de façon inexacte les marchandises comme étant des « Produits d'Israël », même quand elles ont été fabriquées ou cultivées et emballées dans des colonies en Cisjordanie, ce qui est illégal au regard du droit international.

Corporate Watch documente aussi les succès variables que les militants BDS ont acquis en ciblant ces entreprises.

En 2009, au Royaume-Uni, et suite aux pressions des militants, le Département pour l'Environnement, l'Alimentation et les Affaires rurales a publié des directives déclarant comme une « infraction » le fait d'étiqueter à tort des produits des colonies comme « Produits d'Israël ».

Des directives semblables qui ont été approuvées par l'Union européenne en fin d'année dernière ont scandalisé les politiciens israéliens, malgré le fait qu'une pratique similaire avait été la politique des États-Unis depuis le milieu des années 1990.

Malgré ces directives cependant, les magasins britanniques continuent de vendre des produits israéliens avec des étiquettes falsifiées.

Pas plus tard qu'en 2013, Corporate Watch a trouvé des étiquettes de la colonie israélienne Tomer, avec les dattes Medjoul, vendues par la chaîne de supermarchés Morrisons.

Dans un autre exemple, la chaîne Aldi a été prise à vendre des pamplemousses de Carmel Agrexco, étiquetés comme produits de Chypre.

Au-delà des boycotts des colonies

Parmi les chaînes de supermarchés ciblées par les campagnes BDS, une seulement, The Co-operative, s'est engagée à « ne plus contracter avec aucun fournisseur de produits connus pour être issus des colonies israéliennes ».

Cela veut dire que non seulement la Co-op ne vend pas de produits de colonies, mais qu'elle n'achètera pas de produits cultivés dans ce qui est actuellement Israël aux entreprises qui font aussi des opérations en lien avec les colonies.

C'est la première grande chaîne européenne à prendre une telle mesure.

Corporate Watch souligne que tout en ne soutenant pas directement l'économie coloniale, ces entreprises israéliennes sans liens avec les colonies vont continuer à payer des impôts au gouvernement israélien, lequel soutient son occupation, sa colonisation et son oppression en cours des Palestiniens.

Le groupe note que la Co-op avait pris une position beaucoup plus forte concernant l'apartheid d'Afrique du Sud, où elle avait boycotté tous les produits sud-africains.

Conformément à l'appel BDS de 2005 de la société civile palestinienne, Corporate Watch recommande un boycott total de tous les produits israéliens.



Image en en-tête du rapport de Corporate Watch

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source : [Electronic Intifada](#)